



HAL
open science

Un développement sans armes

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Un développement sans armes. Le Temps de désarmer, Courrier de l'UNESCO, 1993. hal-03288752

HAL Id: hal-03288752

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03288752>

Submitted on 16 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un développement sans armes

Jacques Fontanel

Le Courrier de l'UNESCO

Le temps de désarmer

Octobre 1993

Résumé : L'idée d'un désarmement pour le développement a été particulièrement étudiée à l'orée des années 1980, à l'initiative de l'ONU. Elle mettait en évidence le fardeau économique la course aux armements des grandes puissances, alors que l'aide au développement s'avérait fort insuffisante. Dans le cadre d'accords internationaux, il s'agissait pour les pays développés très militarisés de réduire le financement de leur armement et de fournir une partie de cette épargne pour soutenir le développement des pays du tiers monde. Trois principales questions ont alors été posées. L'armement est-il un frein au développement ? Le désarmement n'a-t-il que des effets favorables sur les économies nationales des pays développés ? Le désarmement peut-il aisément s'accompagner de transferts de ressources des pays développés vers les pays en développement ?

The idea of disarmament for development was particularly explored in the early 1980s, at the initiative of the UN. It highlighted the economic burden of the great powers' arms race, while development aid was proving to be highly insufficient. Within the framework of international agreements, it was a question of the highly militarised developed countries reducing the financing of their armaments and providing part of these savings to support the development of Third World countries. Three main questions were then asked. Is armament a brake on development? Does disarmament only have positive effects on the national economies of developed countries? Does the transfers of resources from developed to developing countries be realized without perverse effects?

Development, armament, disarmament, international aid,
international funds of disarmament for development

Développement, armement, désarmement, aide internationale, fonds
international de désarmement pour le développement

L'Organisation des Nations Unies a, dès sa création, cherché à promouvoir le désarmement en instaurant un lien étroit entre la réduction de la course aux armements et le développement économique et social des nations. Une étude complète des rapports entre le désarmement et le développement, entreprise notamment en 1982, concluait à la nécessité d'une plus grande transparence des dépenses militaires nationales, à l'utilité d'un programme d'investissement d'une partie des ressources libérées par la réduction des dépenses militaires dans le financement du développement des pays en développement, et à l'intérêt de la création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement. Mais le rapport n'a pas été accepté à l'unanimité et la session extraordinaire de juin 1982 a souligné l'échec de toute perspective concrète d'un accord sur ce thème. De fait, le thème n'a même pas connu un succès d'estime pendant toutes les années 1980.

Cependant, les bouleversements politico-économiques survenus en Europe de l'Est, les accords de désarmement (certes limités, mais bien réels dans le domaine des missiles à portée moyenne) et la crise économique mondiale aidant, l'idée d'un désarmement pour le développement revient sur le devant de la scène internationale. Mais le bel optimisme qui en régnait concernant les effets attendus est aujourd'hui beaucoup plus mitigé. Trois questions principales sont posées :

- L'armement est-il un frein au développement ?
- Le désarmement n'a-t-il que des effets favorables sur les économies nationales des pays développés ?
- Le désarmement peut-il aisément s'accompagner de transferts de ressources des pays développés vers les pays en développement ?

Un frein au développement ?

Les économistes analysent les dépenses militaires comme des dépenses improductives. Pourtant, elles représentent près de mille milliards de dollars (soit 5% du PNB mondial), plus de 50 millions de personnes sont employées dans les activités militaires, et le secteur de la recherche-développement des armes mobilise plus de 20 % des ingénieurs scientifiques de la planète.

L'influence des dépenses militaires sur la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études, aux résultats parfois contradictoires. Trois idées principales s'en dégagent, avec des conclusions souvent hétérogènes et contradictoires :

- Les dépenses militaires exercent des effets de pouvoir et de régulation sur les économies modernes. Selon les économistes marxistes, la croissance des dépenses militaires est nécessaire aux économies de marché pour lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit. Pour Galbraith, le budget militaire a pour fonction de stériliser une partie du surplus de produits consécutif à une offre de plus en plus importante par rapport à une demande réduite par la limitation croissante du pouvoir d'achat. Les libéraux et les néoclassiques contestent ces deux conclusions et ils estiment que le bon fonctionnement du marché doit conduire à la fois au désarmement et au développement. Le marché international, sans l'intervention des Etats conduit à la paix et au développement.

- Les dépenses militaires exercent généralement à long terme des effets négatifs sur la croissance économique. Pour Seymour Melman, la militarisation de l'économie sape la puissance des économies de marché en favorisant les tensions inflationnistes et en diminuant le rôle des unités de production efficaces et utiles collectivement. Pour Michael Ward, si les dépenses militaires sont susceptibles d'avoir, à court terme, des effets positifs sur la croissance économique de certains pays, comme l'Inde, le Brésil ou les Etats-Unis, ces effets restent moindres que ceux exercés par les autres dépenses publiques. Il est incontestable que les dépenses militaires sont, parmi les dépenses publiques, les

moins créatrices d'emplois et d'activités économiques complémentaires.

- Les dépenses militaires diminuent l'effort d'investissement national. Ce n'est pas seulement la croissance à court terme qui est menacée avec l'augmentation des dépenses militaires, mais également le développement économique de long terme. Une étude de Benoit (1978) selon laquelle l'effort militaire favoriserait le progrès économique et social des pays en développement a été, à ce sujet, fortement critiqué et contestée sur le forme et sur le fond.

Il n'en reste pas moins que ces analyses globales ne sont valables qu'à une échelle globalisée mondiale. A l'échelon national, une activité d'armement peut avoir des effets positifs sur l'économie de certains pays. Les industries d'armement créent des emplois en réduisant ainsi les importations nécessaires à la sécurité nationale. Les exportations sont susceptibles d'améliorer l'équilibre de la balance commerciale. Enfin, les technologies militaires exercent des retombées positives sur le secteur civil de la production. En outre, la force militaire assure la sécurité des Etats contre les convoitises de leurs voisins et elle fournit des moyens de domination politique, stratégique et économiques, ceux-là même dont bénéficient les grandes puissances dans leurs négociations commerciales et monétaires, au détriment des pays les moins protégés.

Les avis issus des analyses économiques restent donc partagés. Cependant, il est évident que les modèles généraux ne sont pas toujours applicables aux cas particuliers et chaque situation doit être étudiées individuellement. Ce serait cependant une erreur de croire qu'une politique d'armement ayant des effets bénéfiques à court terme sur l'économie d'un pays aura des effets comparables sur l'économie d'un autre pays. L'exception est dans ce domaine loin de confirmer la règle.

Quels effets sur les économies nationales ?

Le désarmement est généralement présenté comme un facteur de développement économique et social. Ainsi, le coût d'un porte-avions est souvent comparé au nombre d'écoles ou d'hôpitaux que son financement représente. L'excès d'armement

provoque souvent des situations de crise économique et de contestation sociale. Cependant, il ne faut pas oublier que les armements ont pour mission d'assurer la sécurité d'un pays, un service public qui est susceptible d'éviter les coûts de la guerre et des conflits.

Le désarmement négocié doit toujours tenir compte des impératifs économiques et stratégiques de la sécurité internationale. Il existe plusieurs formes de désarmement aux conséquences économiques naturellement différentes : la réduction des dépenses militaires, la suppression des stocks d'armes ou l'élimination de certains types d'armes spécifiques. D'une manière générale, on peut dire que si à court terme une décélération de la course aux armements a des effets économiques souvent défavorables, à long terme le désarmement favorise la croissance et le développement économiques.

Trois observations pratiques montrent qu'à court terme les « dividendes de la paix » sont faibles.

- Tout désarmement n'équivaut pas nécessairement à une réduction immédiate des dépenses militaires. La destruction des stocks d'armes et la vérification des accords impliquent des coûts importants supplémentaires.

- La suppression des stocks d'armes ne garantit ni la limitation des capacités stratégiques, ni la réduction des dépenses militaires. Elle conduit généralement les Etats à créer de nouvelles armes beaucoup plus sophistiquées et onéreuses que celles concernées par les accords.

- Toute réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration immédiate de la situation économique nationale. Si les dépenses sont aisément convertibles, les usines, les hommes et les équipements jusque-là affectés à la défense nationale le sont beaucoup moins. Le capital des industries d'armement est difficile à recycler dans le domaine civil face à une concurrence déjà bien établie. Une conversion rentable des matériels existants appelle à de nouveaux investissements, au développement de nouvelles productions et à la recherche de nouveaux débouchés dans des secteurs civils déjà hautement

compétitifs. Une grande partie de ce capital va souffrir d'obsolescence et les personnels spécialisés devront se reconverter.

Productivité à long terme

Si désarmement il y a, il doit être généralisé. Il peut alors entraîner à court terme des effets pervers sur l'industrie d'armement des pays exportateurs. Cependant, les impacts économiques devraient être positifs à plus long terme, si la régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armements ne conduit pas à des effets d'irréversibilité. Il est même probable qu'une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires aurait des incidences positives sur le secteur civil de la recherche et du développement sur la productivité réelle des économies nationales et sur la confiance dans les relations internationales d'échange.

Les avantages économiques attendus d'une procédure durable de désarmement peuvent être très importants à long terme. Les résultats des modèles économétriques mettent en évidence les effets plutôt positifs d'une telle opération, notamment dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du tiers monde. Compte tenu de la nature improductive des dépenses militaires, il est incontestable que, la première crise de conversion réglée, la nouvelle situation de paix aurait des effets positifs sur le développement économique mondial. La grande question qui reste en suspens est de savoir si, sans armes destinées à protéger les pays, la paix internationale sera bien au rendez-vous. Si aucun conflit n'aurait eu lieu en son absence, il s'agit de dépenses réellement improductives, même si les pays les plus puissants peuvent exercer à leur avantage des « effets de domination » qui améliorent leur situation économique par rapport à celle des autres pays importateurs ou/et exportateurs.

Les chemins de la réussite

Il y a deux conditions fondamentales à la réussite du désarmement pour le développement. D'une part, il est nécessaire de transférer dans les pays du tiers monde une partie

des ressources épargnées par la réduction de la course aux armements ; d'autre part, il est indispensable d'éliminer les causes premières qui poussent les Etats aux conflits armés.

Pour les pays qui ne disposent pas d'industries d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires sont positifs à court terme, car ils favorisent une utilisation plus efficace des ressources dépenses en achats d'armes. Cependant, l'effort de désarmement ne peut avoir d'effets favorables qui si l'épargne ainsi constituée n'est pas confisquée par des groupes sociaux qui décident de l'affecter à des emplois improductifs (exportation de capitaux, importations de produits de luxe...). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt économique que s'il s'inscrit dans une activité fortement productive.

Le transfert est, parfois, aussi susceptible d'avoir un effet négatif en aggravant les tensions inflationnistes. L'aide internationale peut également avoir des effets pervers si elle conduit les pays pauvres à une destruction des productions locales et à une dépendance économique progressive, facteur de paupérisation. Enfin, une aide non désintéressée peut entraîner un mal-développement. Le transfert des pays riches répond souvent d'abord à d'autres considérations que les nécessités du développement économique des pays du tiers monde supposés bénéficiaires.

Pour un désarmement durable

Le désarmement international requiert une série de décisions qui concernent notamment les équilibres économiques internationaux, la nature du développement, le sens du progrès technologique envisagé ou la redistribution des ressources économiques. Ces questions ne font que rarement l'objet des discussions autour des tables de négociations pour la limitation de la course aux armements. Or, le développement économique est un facteur fondamental de la sécurité internationale. Il intervient à trois niveaux au moins :

- D'abord, dans un monde de rareté et sans conflits internationaux ; les dépenses militaires constituent un gaspillage. L'expérience récente de l'ex-URSS est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu

l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense.

- Ensuite, un désarmement déconnecté des raisons qui fondent la course aux armements peut se révéler, à terme, dangereux pour la paix ou pour les systèmes politiques démocratiques. Les grandes puissances pouvant bénéficier directement ou indirectement d'effets de domination, une modification profonde des rapports de forces stratégiques est susceptible de transformer ainsi la carte économique internationale.

Enfin, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les nations préfèrent le combat au statu quo pacifique. La sécurité internationale ne peut être durablement maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

Toute situation de paix n'est pas non plus nécessairement favorable à une situation de conflit, notamment lorsqu'elle est fondée sur la tyrannie, l'esclavage, la colonisation ou l'exploitation, et le non respect des droits de l'homme. Mais peut-on encore vraiment appeler des situations comme de réelles situations de paix ?

Bibliographie

Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, 34.

Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F. (1981) *Le désarmement pour le développement* (Vol. 19, p. 173). Fondation pour les études de défense nationale.

Deger, S., West, R. (1987), Defence, Security and Development. Frances Pinter, London.

Fontanel, J. (1986), The international disarmament fund for development, *Disarmament* 9(1). United Nation Organisation.

Fontanel, J. (1990) The economic effects of military expenditure in Third World countries. *Journal of Peace Research*, 27(4), pp.461-466.

Fontanel, J. and Smith, R. (1985) Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*.

Fontanel, J. (1993) *Economistes de la paix*. Presses Universitaire de Grenoble. Grenoble.

Fontanel, J. and Ward, M.D. (1993) Military expenditures, armament, and disarmament. *Defence and Peace Economics*, 4(1), pp.63-78.

Galbraith, J.K. (1993). Le pouvoir économique autonome, in *Economistes de la paix* (Fontanel, Ed.), Grenoble, Grenoble

Kaldor, M. (1962), *The baroque arsenal*, Deutsch, London

Melman, S. (1972), *The permanent war economy*, Simon & Schuster, New York

Smith, R., Humm, A. and Fontanel, J. (1985) The economics of exporting arms. *Journal of Peace Research*, 22(3), pp.239-247.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence Security and Development*, London.

Ward, M. (1991), Military technologies and Economic Development. A comparison of India and Brazil, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble